

# BGE BGE 108 Ia 228 vom 1. Januar 1982

Bundesgericht (BGE), 1982-01-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_BGE\\_108\\_Ia\\_228](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_BGE_108_Ia_228)

FR: BGE BGE 108 Ia 228 du 1 janvier 1982

IT: BGE BGE 108 Ia 228 del 1 gennaio 1982

## Regeste

Regeste Verweigerung der Bewilligung zur Vergrösserung eines Wirtschaftsbetriebes mit Alkoholausschank; Art. 4 BV. 1. Art des Wirtschaftsbetriebes, dem die Genfer Behörden bei der Anwendung der in Art. 5 lit. c des revidierten kantonalen Gesetzes über die Gasthäuser, Alkoholwirtschaften und ähnlichen Betrieben (vom 12. März 1892) verankerten Bedürfnisklausel Rechnung tragen (E. 3b). 2. Die Vergrösserung eines Gastwirtschaftsbetriebes kann, unter dem Gesichtspunkt der Bedürfnisklausel, der Eröffnung eines neuen Gasthauses gleichgestellt werden (E. 3c).

Regeste Refus d'autoriser l'agrandissement d'un établissement public servant de l'alcool; art. 4 Cst. 1. Genres d'établissements dont les autorités genevoises tiennent compte dans l'application de la clause de besoin prévue à l'art. 5 lettre c de la loi cantonale révisée du 12 mars 1892 sur les auberges, débits de boissons et autres établissements analogues (consid. 3b). 2. L'agrandissement d'un établissement public existant peut être assimilé, sous l'angle de la clause de besoin, à l'ouverture d'un nouveau café-restaurant (consid. 3c).

Regesto Rifiuto d'autorizzare l'ampliamento di un esercizio pubblico con spaccio di bevande alcoliche; art. 4 Cost. 1. Generi d'esercizio di cui le autorità ginevrine tengono conto nell'applicazione della clausola del bisogno prevista dall'art. 5 lett. c della legge cantonale sugli esercizi pubblici, del 12 maggio 1892 (nel suo testo riveduto) (consid. 3b). 2. L'ampliamento di un esercizio pubblico può, sotto il profilo della clausola del bisogno, essere assimilato all'apertura di un nuovo esercizio (consid. 3c).

## Erwägungen

### E. 3

... b) Le recourant se plaint du fait que, dans son examen de la situation, l'autorité requise n'aurait pas suffisamment tenu compte du genre particulier de son établissement. Or, s'il est exact que la loi genevoise n'énumère pas elle-même les divers genres d'établissements, elle se réfère néanmoins expressément à cet égard à la notion "d'établissements du même genre" (art. 5 lettre c LADB), ce qui, dans la pratique à Genève, s'est toujours traduit jusqu'ici par la reconnaissance de deux sortes d'établissements, à savoir d'une part les cafés-restaurants et, d'autre part, les dancings. Or, dans le cas d'espèce, le recourant ne dit nulle part en quoi la situation de son établissement différerait fondamentalement de celle des autres cafés-restaurants, notamment de celle des autres établissements sis dans le quartier. Le fait, en particulier, que l'on y diffuse de la musique ayant "l'heur de plaire à de nombreux clients" ou que l'on y expose "des oeuvres de jeunes artistes inconnus" ne constitue certainement pas à lui seul un élément suffisant pour que cela justifie - sous l'angle de la clause de besoin - en faveur de l'établissement du recourant un traitement spécial, différent de celui réservé aux autres cafés-restaurants du quartier. Sur ce plan, l'appréciation de

l'autorité intimée ne saurait être qualifiée d'arbitraire ou encore de simplement abusive ou excessive. c) Le recourant fait valoir en outre qu'il n'a sollicité in casu qu'un simple "agrandissement de son établissement pour une BGE 108 Ia 228 S. 230 surface utile somme toute peu importante"; mais, à vrai dire, il ne conteste pas que cela puisse conduire à une consommation accrue d'alcool dans son établissement. Or, c'est précisément cet accroissement de la consommation d'alcool dans le quartier que la décision négative des autorités genevoises cherche à juguler dans la présente espèce et, de ce point de vue, c'est avec raison que le recourant ne met pas en cause la pratique du Département qui tend à assimiler l'agrandissement d'un établissement déjà existant à l'ouverture d'un nouveau café-restaurant de dimensions identiques.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.